

RÉCAPITULATIF DES ORDONNANCES POUVANT INTÉRÉSSER LES STRUCTURES DE SANTÉ DE DROIT PRIVÉ

Thème	Ordonnance	article	Texte d'application	Commentaire
Général	Ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19			<ul style="list-style-type: none"> - Renouvellement du contrat de syndic - Simplification de formalités administratives imposées aux entreprises - Précisions sur l'activité partielle - Délais applicables à la procédure de reconnaissance des accidents du travail - Modalités de réalisation de projet de recherche impliquant la personne humaine - Précisions relatives aux aides versées aux entreprises au titre du fonds de solidarité - Précisions sur les contrats de commande publique
Général	Ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19		Décret n° 2020-227 du 9 mars 2020 ; Décret n° 2020-325 du 25 mars 2020 ; Décret n° 2020-434 du 16 avril 2020 ; Décret n° 2020-435 du 16 avril 2020 ; Arrêté du 31 mars 2020	<ul style="list-style-type: none"> ⇒ Fonctionnement établissement médico-sociaux ⇒ Droit du travail : négociation d'accords collectifs d'entreprises, activité partielle, contrat d'apprentissage ou de professionnalisation, modalités dérogatoires d'indemnisation complémentaire maladie par l'employeur et par la sécurité sociale ⇒ Possibilité de report ou aménagement du paiement de cotisation et de l'épargne salariale
Général	Ordonnance n° 2020-427 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions en matière de délais pour faire face à l'épidémie de covid-19			<ul style="list-style-type: none"> ⇒ Prorogation de nouveaux délais (rupture conventionnelle, procédure contentieuse, droit des obligations...)
Droit du travail	Ordonnance n° 2020-419 du 10 avril 2020 relatif aux modalités de consultation des instances représentatives du personnel pendant la période de l'état d'urgence sanitaire		Instruction publiée le 7 avril 2020 par la DGT	<ul style="list-style-type: none"> ⇒ Autorisation de la réunion de l'instance représentative du personnel à distance

Thème	Ordonnances	article	Textes d'application	Commentaire
Droit du travail	Ordonnance n° 2020-389 du 1er avril 2020 portant mesures d'urgence relatives aux instances représentatives du personnel			Report des élections et prorogation des mandats
Droit du travail	Ordonnance n° 2020-387 du 1er avril 2020 portant mesures d'urgence en matière de formation professionnelle	Art.3		⇒ Apprentissage ⇒ Report de l'entretien « état des lieux » jusqu'au 31 décembre 2020
Droit de la santé et de la sécurité au travail	Ordonnance n° 2020-386 du 1er avril 2020 adaptant les conditions d'exercice des missions des services de santé au travail à l'urgence sanitaire et modifiant le régime des demandes préalables d'autorisation d'activité partielle	Art.2 Art.3	Instruction relative au fonctionnement des SST publiée le 18 mars par la DGT	⇒ Art.2.I. : Par dérogation à l'article L. 321-1 du code de la sécurité sociale, le médecin du travail peut prescrire et, le cas échéant, renouveler un arrêt de travail en cas d'infection ou de suspicion d'infection au covid-19 ou au titre des mesures de prévention prises en application de l'article L. 16-10-1 du même code. ⇒ Art.2.II. - Le médecin du travail peut procéder à des tests de dépistage du covid-19 selon un protocole défini par arrêté des ministres chargés de la santé et du travail. ⇒ Art.3 : Le report de la visite ne fait pas obstacle, le cas échéant, à l'embauche ou à la reprise du travail.
Droit du travail	Ordonnance n° 2020-385 du 1er avril 2020 modifiant la date limite et les conditions de versement de la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat		Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19 (incitation aux associations et fondations disposant de marges de manœuvre financières nécessaires à soutenir le pouvoir d'achat de leurs salariés)	Prorogation de délai et possible extension de la limitation du montant pour le bénéficiaire de la prime. Suppression de l'obligation de conclure un accord d'intéressement. Report de la date limite de versement au 31 août 2020.

Thème		article	Texte d'application	Commentaire
Droit du travail	Ordonnance n° 2020-346 du 27 mars 2020 portant mesures d'urgence en matière d'activité partielle		Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19	Précisions sur le placement de salariés en activité partielle, sur le calcul de l'indemnité et de l'allocation d'activité partielle.
Droit des sociétés	Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale	Art. 1 Art. 2		Prorogation de délais relatifs aux plans de sauvegarde, dérogations relatives à la date de cessation de paiement ou période de conciliation ou d'observation préalable à une éventuelle liquidation judiciaire.
Droit du travail	Ordonnance n° 2020-324 du 25 mars 2020 portant mesures d'urgence en matière de revenus de remplacement mentionnés à l'article L. 5421 2 du code du travail			ARE prolongement jusqu'au 31 juillet 2020
Droit du travail	Ordonnance n° 2020-323 du 25 mars 2020 portant mesures d'urgence en matière de congés payés, de durée du travail et de jours de repos		En attente du décret fixant les secteurs.	Possibilité pour les entreprises concernées de : - déroger au repos dominical - déroger à la durée de travail quotidienne et hebdomadaire maximales - imposer certaines dates de congés acquis

Thème		article	Texte d'application	Commentaire
Droit du travail	Ordonnance n° 2020-322 du 25 mars 2020 adaptant temporairement les conditions et modalités d'attribution de l'indemnité complémentaire prévue à l'article L. 1226-1 du code du travail et modifiant, à titre exceptionnel, les dates limites et les modalités de versement des sommes versées au titre de l'intéressement et de la participation	Art. 1 Art. 2		Conditions dérogatoires aux salariés concernés par le versement de l'indemnité complémentaire (pas d'exclusion de catégories salariés ni de condition d'ancienneté). Report de la date limite de versement de sommes dues au titre de la participation ou de l'intéressement.
Droit des sociétés	Ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie de covid-19			Dispositions dérogatoires applicables aux : 1° Les sociétés civiles et commerciales ; ... 3° Les groupements d'intérêt économique et les groupements européens d'intérêt économique ; ... 5° Les mutuelles, unions de mutuelles et fédérations de mutuelles ; 6° Les sociétés d'assurance mutuelle et sociétés de groupe d'assurance mutuelle ; 7° Les instituts de prévoyance et sociétés de groupe assurantiel de protection sociale ; ... 9° Les fonds de dotation ; 10° Les associations et les fondations.
Droit commande publique	Ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19	Art.2 à Art .6	Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19 (article 20 : précisions quant aux mesures destinées à soutenir financièrement les titulaires de marchés)	- Passation : prolongation des délais - Exécution : mesures dérogatoires et prolongation de délais • Lien article blog Houdart
Droit des sociétés	Ordonnance n°2020-318 portant adaptation des règles relatives à l'établissement, l'arrêté, l'audit, la revue, l'approbation et la publication des comptes et des autres documents et informations que les personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé sont tenues de déposer ou publier dans le contexte de l'épidémie de covid-19			Prorogation des délais pour présenter et établir les comptes annuels.

Thème		article	Texte d'application	Commentaire
Droit des sociétés	Ordonnance n° 2020-317 du 25 mars 2020 portant création d'un fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation		<p>Décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation</p> <p>Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19 (aide effectuée par la DGFIP sur base déclarative)</p>	Création d'un fonds de solidarité ayant pour objet le versement d'aides financières aux personnes physiques et morales de droit privé exerçant une activité économique particulièrement touchée par la crise sanitaire.
Droit hospitalier	Ordonnance n° 2020-313 du 25 mars 2020 relative aux adaptations des règles d'organisation et de fonctionnement des établissements sociaux et médico-sociaux			<ul style="list-style-type: none"> ⇒ Assouplissement des conditions d'organisation et de fonctionnement ⇒ Assouplissement des conditions de financement ⇒ Assouplissement des conditions procédurales <ul style="list-style-type: none"> • Article Blog Houdart
Droit du travail	Ordonnance n° 2020-312 du 25 mars 2020 relative à la prolongation de droits sociaux			
Droit financier	Ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale			<ul style="list-style-type: none"> • Article Blog Houdart

Thème		article	Texte d'application	Commentaire
Droit procédural	Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période		Décret n° 2020-383 du 1er avril 2020 portant dérogation au principe de suspension des délais pendant la période d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de covid-19 Circulaire ministérielle du 26 mars 2020, rectifiée le 30 mars	<ul style="list-style-type: none"> • Article Blog Houdart
	Ordonnance n° 2020-305 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables devant les juridictions de l'ordre administratif			<ul style="list-style-type: none"> • Article blog Houdart
	Ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété		Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19 (renouvellement des contrats de syndic)	<ul style="list-style-type: none"> • Article Blog Houdart • Article blog Houdart <p>Adaptation de la procédure civile et prud'homale</p>
	Ordonnance n° 2020-303 du 25 mars 2020 portant adaptation de règles de procédure pénale sur le fondement de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19			<ul style="list-style-type: none"> • Article blog Houdart
	Ordonnance n° 2020-232 du 11 mars 2020 relative au régime des décisions prises en matière de santé, de prise en charge ou d'accompagnement social ou médico-social à l'égard des personnes majeures faisant l'objet d'une mesure de protection juridique			

Thème		disposition	Texte d'application	Commentaire
			<p>Décret n°2020-297 du 24 mars 2020 relatif aux heures supplémentaires et à leur dépassement</p> <p>Décret n°2020-298 du 24 mars 2020 modifiant le décret n° 2002-598 du 25 avril 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Article Blog Houdart
			<p>Décret n° 2020-73 du 31 janvier 2020 portant adoption de conditions adaptées pour le bénéfice des prestations en espèces pour les personnes exposées au coronavirus ;</p> <p>Décret n° 2020-459 du 21 avril 2020 modifiant le décret n° 2020-73 du 31 janvier 2020 portant adoption de conditions adaptées pour le bénéfice des prestations en espèces pour les personnes exposées au coronavirus</p>	
			<p>Décret n° 2020-404 du 7 avril 2020 relatif à la prise en charge des frais de repas de certains personnels civils et militaires dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</p>	